

11 mars 2010 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la lutte contre la déforestation et le changement climatique, à Paris le 11 mars 2010.

Mesdames et Messieurs les ministres,

Monsieur le Ministre d'Etat cher, Jean-Louis,

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, cher Bernard

Mesdames et Messieurs les délégués,

Au lendemain du Sommet de Copenhague, le Premier ministre norvégien et moi-même, nous avons proposé d'avancer concrètement et rapidement dans la lutte contre la déforestation. La Conférence de Paris aboutira, je l'espère, à des décisions précises dès les prochains mois, lors d'une seconde réunion elle-même prévue à Oslo.

Je remercie les délégations des grands bassins forestiers - celles de l'Amazonie, du Bassin du Congo, de l'Indonésie, de la Papouasie Nouvelle-Guinée, de la Malaisie, mais aussi de la Russie - pour avoir répondu à l'invitation lancée par Jean-Louis Borloo et Bernard Kouchner. Je remercie également tous les autres pays, qui ont voulu participer à notre coalition, car nous sommes une véritable coalition, une coalition de bonne volonté au service de ce bien commun de l'humanité que sont les forêts.

Je propose que cette coalition défende les forêts, se mobilise pour la forêt et exige des financements pour la forêt.

Mesdames et Messieurs,

Je suis revenu de Copenhague plus déterminé que jamais à faire avancer la lutte contre le changement climatique. Le Sommet de Copenhague a été frustrant, il a été difficile et pourtant, il a marqué un tournant essentiel si nous faisons le service après vente.

La mobilisation sans précédent qui a conduit 130 chefs d'Etat à faire le déplacement a traduit, grâce au GIEC, une prise de conscience générale de l'enjeu : c'est tout simplement la survie de l'humanité et celle de la planète qui est en cause. Et on ne va pas renoncer à cet objectif parce que Copenhague a été un exemple de mauvaise organisation. Je prends mes responsabilités, il ne faut pas confondre la forme et le fond.

Les analyses du GIEC ont eu un effet catalyseur, en rassemblant les informations éparses sur l'état de notre planète et son inquiétante évolution. Le débat sur l'évaluation des risques, sur les facteurs responsables du changement climatique, sur l'ampleur de ses conséquences, tous ces débats scientifiques sont légitimes et doivent se poursuivre. Les critiques qui se sont abattues sur certains travaux de ce formidable réseau mondial de scientifiques ne doivent pas faire perdre de vue l'essentiel : le réchauffement climatique est une réalité. Qu'il y ait des contestations sur les méthodes, tant mieux, c'est d'ailleurs comme cela que l'on fait avancer la science, on ne va pas passer à la pensée unique, à une analyse que personne ne pourrait contester. Mais l'objectif, c'est bien celui là. Le GIEC a donc droit à notre reconnaissance et mérite notre soutien.

Une fois que l'on a entendu les scientifiques, qu'est-ce que doivent faire les responsables politiques ? J'ai essayé d'assumer mes responsabilités au nom de la France, avec Jean-Louis Borloo et Bernard Kouchner. Et à ceux qui doutent, souvent de bonne foi, je voudrais poser une question simple : est-ce que l'humanité à le choix de poursuivre sur la voie d'une croissance qui détruirait la biodiversité, qui détruirait les ressources naturelles et les énergies fossiles ? Ou bien est-ce que la coalition que nous représentons, est-ce que nous ne devons pas infléchir cette course folle vers l'abîme en inventant une nouvelle croissance véritablement durable et qui ne

course roie vers l'abime en inventant une nouvelle croissance vraiment durable et qui ne contribue pas au réchauffement climatique ?

Je n'ai pas été le seul, bien sûr, à faire ce choix et à assumer mes responsabilités à Copenhague : l'accord politique de Copenhague est aujourd'hui endossé officiellement par 100 pays. Cet accord fixe pour la première fois un niveau d'ambition commun, où on limite le réchauffement climatique à 2°C maximum, on diminue de moitié les émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici 2050. L'accord organise la coopération entre nos nations autour de 10 engagements précis, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et aider les territoires et les populations les plus exposés au risque climatique.

Beaucoup reste à faire, mais il faut absolument reprendre le travail après Copenhague. Le drame de Copenhague ou de sa mauvaise organisation, c'est que le travail s'arrête. Nous n'en avons pas le droit.

Alors notre réunion d'aujourd'hui soulève de grands espoirs, cher Jean-Louis, cher Bernard, elle est la première à traiter des modalités de mise en oeuvre de l'Accord de Copenhague. On ne s'est quand même pas réunis à Copenhague pour accoucher d'un accord, dont nous aurions souhaité qu'il soit plus important, mais pour ne pas mettre en oeuvre l'accord que nous avons signé et qui est aujourd'hui ratifié par 100 pays et il y en a d'ailleurs beaucoup plus que pour le protocole de Kyoto.

La France s'est battue pour que la protection des forêts soit une priorité de toute la communauté internationale. J'étais à Manaus en novembre dernier, au milieu de la forêt amazonienne, pour dire d'abord mon amitié au Président Lula et l'importance que la France attache au développement des grands bassins forestiers.

J'ai reçu à Paris en décembre les chefs d'Etat des pays du Bassin du Congo, ainsi que le Président indonésien, pour leur dire que la France était à leurs côtés.

A Copenhague, c'est la France qui a proposé que 20% des 10 Milliards de dollars qui seront dépensés chaque année, sur les trois années, 2010, 2011, 2012, dans le cadre du « fast-start », soient consacrés aux bassins forestiers. Je vais vous redire ma conviction que les pays qui ont sur leur territoire des grands bassins forestiers ne peuvent pas entretenir seuls ce patrimoine de l'humanité. Leur souveraineté est totale naturellement, mais je veux dire qu'ils n'ont pas les moyens financiers de l'entretenir seuls, or ces bassins forestiers rendent service à l'humanité toute entière. C'est l'ensemble des pays qui doivent contribuer au financement. Notre objectif, c'est de réduire la déforestation de 25% d'ici 2015, de 50% d'ici 2020 et tout simplement de mettre un terme à la déforestation en 2030.

2009 a marqué d'importants progrès dans l'agenda « REDD+ », qui est l'objet même de notre conférence. Je voudrais à ce propos rendre hommage à l'effort considérable décidé par le Brésil, en remercier le ministre brésilien, M. Minc, qui se trouve parmi nous. Les actions annoncées par l'Indonésie, représentée ici par le Ministre Hasan et le Conseil du Président Witoelar, portent également tous nos espoirs. Et bien entendu, les efforts des pays du Bassin du Congo sont décisifs pour atteindre notre objectif global.

A Copenhague, 6 pays, dont la France et la Norvège, ont annoncé un engagement de 3,5 milliards de dollars sur 3 ans pour les programmes « REDD+ » dans les pays en développement. Je souhaite que notre réunion soit l'occasion de confirmer, d'élargir cet engagement, d'organiser une coordination efficace de ces aides sur le terrain et en plus d'amener le secteur privé à prendre toute sa part dans la coopération fixée. Il n'y a pas que le public, il doit y avoir également le secteur privé.

Vos travaux doivent permettre de construire, dans un climat de confiance, le mécanisme dont nous avons besoin pour protéger les forêts et assurer l'emploi des populations qui y vivent. Un mécanisme privilégiant la transparence et les résultats, pour que les financements récompensent les efforts entrepris. La France vient ainsi d'offrir aux pays d'Afrique centrale l'accès aux images satellites SPOT pour une période de 5 ans, et si cela vous intéresse on est naturellement prêts à poursuivre, ainsi vous pourrez vous-même surveiller l'évolution du couvert forestier. La France est à la disposition des pays des autres grands bassins forestiers pour les aider à construire leurs capacités nationales ou régionales.

Naturellement, la lutte contre la déforestation, la protection et le réchauffement climatique, ne doivent pas faire oublier le combat pour le développement. L'un ne peut aller sans l'autre. Protéger les massifs forestiers signifie que les terres cultivables ne peuvent être étendues à leurs dépens. Nous devons donc mettre en place des programmes d'amélioration de la productivité agricole pour répondre aux besoins alimentaires de populations en croissance rapide. On ne va pas venir vous expliquer, alors que vous avez une population parfois si pauvre, qu'on doit choisir entre la protection de la forêt et la misère pour les populations des forêts ou alentours. Ce serait bien sûr non seulement absurde mais choquant. Je souhaite qu'une étude évalue les impacts, positifs et négatifs, de l'agenda « REDD+ » sur la sécurité alimentaire, afin d'établir les meilleures pratiques pour concilier lutte contre la pauvreté et lutte contre la déforestation.

Un dernier mot sur les forêts. 2010 est l'année de la biodiversité. Les bassins forestiers sont un réservoir essentiel de la biodiversité, ils doivent donc faire l'objet de mesures adaptées. La France demande la création d'une plate-forme intergouvernementale d'experts, en quelque sorte un GIEC de la biodiversité. Décidons sa création lors de la Conférence des Nations Unies de Nagoya en octobre prochain !

Mesdames et Messieurs,

Par vos travaux, vous allez montrer que la mobilisation contre le changement climatique ne faiblit pas. En mettant en oeuvre concrètement un point majeur de l'Accord de Copenhague, vous allez redonner confiance à l'opinion mondiale. Et à partir de ce premier succès, c'est toute la négociation qui va repartir. La négociation doit repartir sous l'égide des Nations Unies. La France est attachée à ce cadre de travail, qui ne doit pas être mis en cause. Mais je pose une condition : c'est que les résultats soient au rendez-vous. Parce que la méthode de travail qui consiste à n'avancer que si la totalité, l'unanimité des pays est d'accord est une méthode qui conduit à l'échec absolu.

2010 doit être l'année de progrès décisifs dans deux directions :

Mettons-nous d'abord d'accord sur les avancées concrètes réalisables cette année pour chacune des dispositions de Copenhague. Je pense bien sûr au financement des actions dans les pays en développement. Nous devons mettre en place un véritable plan d'investissement de 30 milliards de dollars sur 3 ans en privilégiant les actions à impact rapide. La France, je vous le dis, ne ménagera aucun effort pour que les fonds promis soient disponibles. On ne peut plus faire des conférences, promettre de fonds et ne pas verser, c'est une question de confiance entre nous. Cela n'aurait pas de sens, ce serait profondément choquant.

Deuxièmement, au-delà de 2012, nous avons prévu 100 milliards de dollars par an à l'horizon 2020, dont 20% pour les pays forestiers. Seuls des financements innovants nous permettront de relever ce défi. La France, par l'intermédiaire de Bernard KOUCHNER porte cette idée depuis le début. S'il n'y a pas de financement innovant, il n'y a pas l'argent. C'est ma conviction. D'autres peuvent ne pas la partager, moi je me battrais là-dessus. A Copenhague on s'est mis d'accord sur le principe des financements innovants et sur l'enveloppe, 100 milliards de dollars en 2020. La France appuiera donc le Premier ministre d'Ethiopie, Melès Zenawi, dans la mission que lui a confié, au côté de Gordon Brown, par le Secrétaire général des Nations Unies. Et nous prendrons, avec d'autres, des initiatives au G20 -G20 que la France présidera en novembre 2011- pour que soit adoptée une taxe sur les transactions financières. C'est une question de crédibilité pour chacun d'entre nous. C'est tout simplement une question de crédibilité.

Et je demande aux pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, de comprendre que le clivage n'est pas un clivage Nord-Sud, il est un clivage entre les pays qui veulent agir et avoir des résultats et ceux qui veulent attendre et laisser passer l'orage. Je le dis à mes amis Africains, il faut que nous sortions de l'organisation habituelle, les pauvres d'un côté les riches de l'autre, non ! Cette stratégie là, elle est perdante. Mettons d'un côté tous les pays qui veulent construire un meilleur avenir pour la planète, qu'ils soient du Nord ou du Sud, qu'ils soient pauvres ou riches, cassons les clichés, nous avons besoin des uns des autres £ et montrons tous ceux qui, derrière les belles paroles, ne veulent rien faire parce que ceux qui ne veulent rien faire, c'est ceux qui ne veulent pas payer. Et si l'argent n'est pas là, ceux qui paieront les conséquences de cette

absence, ce sont les plus pauvres et notamment l'Afrique. Je crois que chacun d'entre nous doit regarder la carte géopolitique sans se tromper et si un certain nombre de pays n'avait pas été là, dont la France, à Copenhague, il n'y aurait pas de « fast-start », il n'y en aurait pas -j'ai un très bon souvenir de la bagarre qu'il a fallu mener pour l'avoir- il n'y aurait pas de financement innovant et il n'y aurait pas les perspectives des 100 milliards de dollars en 2020.

Là maintenant, nous, on est disposé à se battre avec d'autres pays, mais c'est à vous amis d'Afrique, à vous amis d'Asie, à vous amis d'Amérique latine de faire le choix : à quelle coalition voulez-vous appartenir ? Celle du progrès ou celle de l'immobilisme ? Parce que si vous ne nous aidez pas, on n'y arrivera pas. Les montagnes à bouger, à faire évoluer pour faire comprendre qu'une taxation sur les mouvements financiers, ce n'est pas un drame, sont tellement grandes que si la France avec quelques autres au G20, elle n'y arrivera pas. Si nous avons l'Afrique derrière nous, si nous avons une partie de l'Asie derrière nous, si nous avons l'Amérique latine derrière nous, alors on y arrivera. C'est un choix.

Je connais bien les groupes, les sous-groupes et je connais encore mieux la difficulté que l'on a à se réparer de son sous-groupe. La France est en Europe, elle connaît bien. Je suis très européen mais je ne me laisserai pas arrêter parce qu'il y a une petite partie des pays européens qui ne veut pas avancer. Je connais bien, je le dis au ministre ?, le groupe du G5 mais dans le groupe du G5, il y a ceux qui veulent vraiment avancer et ceux qui ne veulent pas avancer. Je ne citerai pas de noms parce que tout le monde les connaît. Qu'est-ce que l'on fait ? On travaille main dans la main comme Monsieur Lula et moi l'avons proposé ? Moi, c'est mon choix. Vous voyez des alliances qui iraient de l'Ethiopie au Brésil en passant par la France et tant d'autres - je dis l'Ethiopie parce qu'elle avait été missionnée pour parler au nom de l'Afrique - vous voyez la puissance que cela représente. Je ne demande à personne à renoncer à ses voisins, à ses amis, à ses habitudes. Je vous demande simplement de comprendre qu'en 2010, le monde et à un moment décisif, on bouge ou on ne bouge pas ? La France veut bouger et vous serez, vous, notamment vous les Africains, vous les pays forestiers, les premiers à en bénéficier. Même, soyez un peu plus exigeant et demandez à tous ceux qui vous font des déclarations d'amour ce qu'ils sont prêts à faire. Ce n'était pas dans le discours. Disons que c'était dit mais de manière moins forte. Voilà, c'est ce que je pense. J'ai complètement perdu le fil de mon discours. Cela n'a aucune importance, au fond, je l'ai résumé. Il y a tous les détails autour.

Puisque j'y suis, je vais continuer à massacrer mon propre discours. Je vais dire un mot de l'ONU, parce que l'on ne peut plus maintenant évacuer les problèmes et les vraies questions, ce n'est plus possible. L'ONU est absolument indispensable et en même temps, cela ne marche pas. Je suis prêt à débattre avec qui veut de cette réalité. Pourquoi l'ONU est indispensable ? Parce que le G192 c'est mieux que le G20, lequel G20, c'est mieux que le G8 et le G8, c'est mieux que le G2. Remarquez, de toute manière le G2, il n'y avait pas de risque.

Donc, la France est pour que le cadre soit celui de l'ONU. Il n'y a pas de doute à avoir là-dessus, nous ne voulons laisser aucun pays derrière. Que l'on me comprenne bien, le plus petit pays, le plus pauvre, sa voix compte, comme le plus grand et le plus riche. Donc il n'y a pas de doute à avoir là-dessus. D'abord, il n'y pas de stratégie alternative. Moi je souhaite -je l'ai dit au Secrétaire général- si le G192 ne veut pas être contesté par les autres « G », il faut qu'il prenne plus d'initiatives. La nature a horreur du vide. Si l'on a fait le G20, c'est parce que du côté du G192, c'est un peu lourd. Mais les méthodes de travail doivent changer. Je veux m'en expliquer en deux minutes en terminant devant vous.

Bien sûr que le processus des Nations Unies c'est l'unanimité, c'est l'Assemblée Générale. Je ne conteste pas cela. Mais il faut faire la différence entre le moment où l'on vote un texte arrêté et le moment où on le prépare. On ne peut pas continuer la fiction qui consiste à penser que 192 pays et leurs représentants peuvent négocier un texte. C'est fou, on n'y arrivera jamais. Ou alors, on va se retrouver chaque fois comme on s'est retrouvé à Copenhague, avec un texte qui ressemblait à un volapuck, qui n'était pas un texte, qui n'était qu'une parenthèse. A part les remerciements du début et les saluts de la fin, rien ne faisait l'objet d'un accord.

Donc, il y avait eu un an de travail pour négocier un texte qui n'existait pas et on devait faire entre un dîner officiel et une nuit courte de ce, je dis ça, un véritable traité ou l'annonce d'un

entre un dîner officiel et une nuit courte de ça -je dis « ça »- un véritable traité ou l'annonce d'un traité. Qui peut croire que cela peut fonctionner ? Donc je prends là aussi mes responsabilités, c'est la France qui a demandé, qui a exigé la réunion de la nuit à Copenhague. Personne d'autre, c'est la France. Il n'y avait même pas une réunion qui était prévue la nuit. Vous imaginez ? Les chefs d'Etat et de gouvernement arrivent le jeudi après-midi, il y a le dîner officiel et on avait prévu les trois heures de matinée pour parler. Donc, nous avons exigé une réunion de nuit. Et cette réunion, je prends là-aussi mes responsabilités, j'ai dit : « il faut un groupe de chefs d'Etat et de gouvernement opérationnel ». Et on a, de façon pragmatique, créé un groupe de 28 chefs d'Etat et de gouvernement qui en 24 heures a négocié un accord politique qui ne devait pas être si mauvais puisqu'il a, le lendemain, été ratifié par quasiment tous les autres.

Alors, je dis sur Copenhague, ce groupe, ce principe doit continuer. Est-ce que le groupe, cher Bernard, doit être de 28, de 32, de 36 ? Ne soyons pas plus royaliste que le roi, on peut parfaitement imaginer qu'on a oublié des pays, que certains pays veulent s'y investir. Tant mieux. Mais la question d'un petit groupe représentatif de l'Afrique, des petits Etats insulaires, de tous les continents convenablement représentés, c'est indispensable pour préparer Bonn puis pour préparer Cancun. Je le dis à nos amis mexicains, si vous faites comme pour Copenhague, vous allez à l'échec, c'est certain ! Il faut donc dès maintenant mettre en place ce groupe plus restreint, encore une fois je ne dis pas qu'il faut le tenir aux 28, et multiplier les réunions de ce groupe pour préparer un texte qu'on mettra sur la table à Bonn comme étape et qu'on adoptera à Cancun. J'apprécierai que, ici, d'ailleurs dans votre réunion, puisque vous représentez beaucoup de monde, vous puissiez appeler à la réunion de ce groupe élargi. Je n'y verrai que des avantages.

Pour le reste et j'en terminerai par là, j'ai la certitude qu'il faut faire la réforme des Nations Unies. Que Copenhague, que le réchauffement climatique, que le GIEC nous obligent à faire la réforme des Nations Unies ou les Nations Unies se trouveront dans une impasse. Le Conseil de sécurité doit être élargi. Cela ne pose aucun problème. Imaginez qu'il n'y a pas comme membre permanent, un seul pays d'Afrique, un seul pays d'Amérique latine, l'Inde ! C'est déraisonnable. Donnons à chaque région du monde un quota de places de membres permanents et laissons chaque région du monde désigner à leur manière, qui ne sera pas forcément... On ne désignera pas les membres permanents de la même façon en Afrique qu'en Amérique latine, quel est le problème ? C'est déjà le cas aujourd'hui. Quelle est la difficulté ? Et en tant que, l'année prochaine, présidente du G20 et présidente du G8, la France prendra des initiatives sur ce sujet et sur tant d'autres.

Au fond et j'en termine par là, cela peut être une année fantastique que l'année 2010. Nous avons Copenhague à relancer. Nous avons un système monétaire international à réinventer. Nous avons une gouvernance mondiale à réformer. Nous avons toute la question du développement à repenser, absolument, complètement, sur la base des éléments de Copenhague. C'est passionnant ! Qu'est-ce qu'on attend ? Est-ce qu'on a le droit de faire des réunions ? De bousculer un peu les choses ? Si vous ne vous prenez pas en main, je vous le dis, le calendrier est déjà fixé pour ne rien faire et les institutions sont déjà d'accord pour faire très peu. C'est très exactement la question qui se trouve posée.

J'espère que vous avez compris que pour moi, venir ici ce matin, c'était une grande affaire.

Bon travail.

Merci à tous.